

Sondages : il faut parler d'antisémitisme avec rigueur

dimanche 7 décembre 2014, par [MAYER Nonna](#) (Date de rédaction antérieure : 5 décembre 2014).

Dix ans après le rapport Rufin sur l'antisémitisme, dans un contexte marqué par la recrudescence des violences et des menaces à l'égard des juifs de France, un double sondage, rendu public le 14 novembre, commandé à l'IFOP par la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), entend apporter de « *nouveaux éclairages sur l'antisémitisme* » (*Le Monde* du 15 novembre). La première enquête a été administrée en ligne auprès d'un échantillon de 1 005 personnes représentatif des Français âgés de 16 ans et plus ; la seconde, en face-à-face, sur un échantillon de 575 personnes « *nées dans une famille de religion musulmane* », française ou non, âgées de 16 ans et plus. Pour le directeur général de la Fondapol, Dominique Reynié, les résultats confirment la persistance d'un niveau élevé de préjugés antijuifs chez les électeurs et sympathisants du Front national, battant en brèche l'idée d'une « *normalisation du parti* », et l'émergence d'un « *nouvel antisémitisme* » parmi les musulmans vivant en France. L'enquête pose toutefois un certain nombre de problèmes, surtout au niveau du sondage auprès des musulmans.

Ses effectifs, d'abord, incitent à la prudence. La fiabilité d'un sondage repose sur le nombre de personnes interrogées. Sur un échantillon aléatoire de 4 000, l'intervalle de confiance pour une opinion qui recueillerait 55 % d'approbation est de plus ou moins 1,5 %, il monte à plus ou moins 3,2 % pour un effectif de 1 000, et plus ou moins 4,5 % pour un effectif de 500. Quand une courte majorité des musulmans interrogés (51 %) approuve l'opinion selon laquelle « *les juifs ont trop de pouvoir dans le domaine de la politique* », la proportion réelle peut varier de 46,5 % à 55,5 %.

La seconde difficulté tient à la construction d'un échantillon représentatif de la population musulmane. Il existe deux types de techniques : l'échantillonnage aléatoire (tirage au sort de numéros de téléphone, d'adresses, etc.), où toutes les personnes appartenant à la population cible ont les mêmes chances d'être interrogées, ou l'échantillonnage sur quotas. Dans ce dernier cas, il suffit que la structure de l'échantillon (par âge, sexe, profession, catégorie d'agglomération) corresponde à celle de la population cible. Encore faut-il la connaître. Or on ne connaît précisément ni l'effectif ni la structure socio-démographique de la population « musulmane », en raison de l'interdit qui frappe encore la collecte de statistiques dites « ethniques » en France.

C'est tout sauf clair

L'IFOP a donc procédé par « quotas indicatifs », en se fondant sur « *des statistiques de l'Insee sur l'immigration en France et des données empiriques observées sur la population d'origine musulmane dans ses enquêtes nationales* ». C'est tout sauf clair. On voudrait bien connaître ces quotas, et comment on peut extrapoler de la population « immigrée » (définie par l'Insee comme personne née étrangère à l'étranger et résidant en France) à la population « musulmane », notamment ses deuxièmes et troisièmes générations, françaises, car nées en France ?

Plus préoccupant encore, le fait que le questionnaire ait été administré « *dans la rue* » contrevient aux règles habituelles de passation d'un sondage. Un entretien exige calme et respect de la confidentialité des propos, surtout sur un sujet aussi sensible. Les personnes qui sont « dans la rue » pendant la journée ont un profil bien particulier - jeunes, retraités, femmes au foyer, inactifs -, non

représentatif de celui de la population dans son ensemble. Et s'il s'agit d'interroger des musulmans, comment ces personnes ont-elles été sélectionnées ? Dans certains quartiers ? Sur la base de signes religieux extérieurs (foulard, barbe) ? Au faciès ? Dans tous les cas, cela pose de redoutables problèmes tant méthodologiques qu'éthiques.

« *LE CHOIX DE RÉPONSES POSSIBLES DU SONDAGE NE PERMET PAS À LA PERSONNE INTERROGÉE DE NUANCER SON ACCORD* »

La manière de formuler les questions est également inhabituelle. Leur indicateur principal d'antisémitisme propose six stéréotypes antisémites pour lesquels la personne interrogée doit juste dire si elle est d'accord ou non (« Les juifs utilisent aujourd'hui dans leur propre intérêt leur statut de victime du génocide nazi pendant la seconde guerre mondiale » ; « Les juifs ont trop de pouvoir dans le domaine de l'économie et de la finance » ; « Les juifs ont trop de pouvoir dans le domaine des médias » ; « Les juifs ont trop de pouvoir dans le domaine de la politique » ; « Il existe un complot sioniste à l'échelle mondiale » ; « Les juifs, ces responsables de la crise économique actuelle »), et le degré de préjugé est mesuré par le nombre de réponses positives, de 0 (pas du tout antisémite) à 6 (très antisémite).

La méthode a le mérite de la simplicité, mais elle a deux défauts. Tous les stéréotypes sont formulés sur le mode négatif. Or on sait depuis l'étude pionnière de Theodor Adorno sur *La Personnalité autoritaire* (Allia, 2007) qu'il faut présenter en alternance opinions négatives et positives sur la minorité dont on étudie l'image, pour éviter le biais d'acquiescement systématique (« *yes saying* »). D'autre part, le choix de réponses possibles ne permet pas à la personne interrogée de nuancer son accord. On ne peut donc saisir une dimension essentielle de toute attitude, son intensité, comme le permet la formulation habituelle : « Diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec l'opinion suivante ? »

Enfin, les données de sondages ne livrent leur sens que dans le croisement systématique des questions entre elles. La méthodologie adoptée interdit d'estimer le niveau d'antisémitisme des musulmans toutes choses égales par ailleurs, par comparaison avec celui des non-musulmans, à sexe, âge, diplôme équivalents. Et la faiblesse des effectifs interdit d'explorer systématiquement la diversité interne de cette population, en fonction de la nationalité, du pays d'origine des parents, de la génération, du milieu social.

De vieux clichés qui perdurent

A ces critiques d'ordre méthodologique s'ajoute une interrogation plus générale sur la pertinence du concept de « nouvel antisémitisme ». Central dans la note, il n'est défini que par allusion au rapport Rufin (« Chantier sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, 2004 ») et aux travaux de Pierre-André Taguieff. Si l'on se fie à l'ouvrage de ce dernier sur *La Nouvelle Judéophobie* (Mille et une nuits, 2002), il y voit un antisémitisme masqué derrière la critique d'Israël et du sionisme, au nom de l'antiracisme et des droits de l'homme, et porté tant par l'islamisme radical que par les idéologies tiers-mondistes d'extrême gauche.

« *TOUS LES STÉRÉOTYPES ANTISÉMITES SONT FORMULÉS SUR LE MODE NÉGATIF* »

Or l'enquête de la Fondapol montre le contraire. Comme le souligne déjà le sondage annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, c'est à l'extrême droite que le niveau d'antisémitisme reste le plus élevé ; chez les sympathisants des Verts qu'il est le plus bas. Quant aux questions sur le sionisme, elles n'évoquent rien pour une part importante des personnes interrogées, si l'on en juge par le niveau particulièrement élevé des « sans-réponse » (de 42 % à 46 %). Ce sont les vieux clichés sur les juifs

liés au pouvoir et plus encore à l'argent qui perdurent, tant dans la population musulmane que non musulmane.

Un sujet aussi sensible exigeait la plus grande rigueur. Loin d'éclairer les transformations de l'antisémitisme en France, ce sondage les obscurcit. C'est d'autant plus dommage que d'autres méthodes existent dont il aurait pu s'inspirer. Pourquoi ne pas avoir répliqué plutôt avec l'enquête pionnière de Sylvain Brouard et Vincent Tiberj, *Français comme les autres ?* (Presses de Sciences Po, 2005) ? A partir d'un tirage aléatoire de 28 000 numéros de téléphone, elle sélectionne un échantillon représentatif de trois générations de Français issus de l'immigration maghrébine, africaine et turque, soit 1 003 personnes dont 60 % se définissent comme musulmanes, et un échantillon miroir représentatif de la population française. La comparaison des réponses, notamment sur l'image d'Israël et des juifs, l'antisémitisme, est passionnante et la méthodologie autrement plus robuste !

Nonna Mayer

P.-S.

* « Il faut parler d'antisémitisme avec rigueur ». Le Monde.fr | 05.12.2014 à 15h40.

* Nonna Mayer est politologue et sociologue, Centre d'études européennes - Sciences Po - Centre national de la recherche scientifique.